

Francophonies d'Amérique



Organisation spatiale et vitalité des communautés francophones des métropoles à forte dominance anglaise du Canada

Anne Gilbert et André Langlois

Numéro 21, printemps 2006

Espace urbain francophone : perspectives multi/interdisciplinaires

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005368ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005368ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gilbert, A. & Langlois, A. (2006). Organisation spatiale et vitalité des communautés francophones des métropoles à forte dominance anglaise du Canada. *Francophonies d'Amérique*, (21), 105–129.
<https://doi.org/10.7202/1005368ar>

Copyright © Les Presses de l'Université d'Ottawa et Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ORGANISATION SPATIALE ET VITALITÉ DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES DES MÉTROPOLIS À FORTE DOMINANCE ANGLAISE DU CANADA¹

Anne Gilbert et André Langlois
Université d'Ottawa

On attribue généralement la vitalité communautaire des minorités francophones du Canada à leur poids démographique. Sans les nombres qui assurent les masses critiques nécessaires au développement d'un certain éventail de services en français, sans un poids relatif suffisamment élevé pour que le français occupe une certaine place dans la vie d'échange, on peut en effet difficilement envisager l'épanouissement des communautés francophones. Un autre facteur souvent évoqué de la vitalité des communautés francophones du pays est celui de leur complétude institutionnelle. La plupart des interprètes de leur développement insistent sur les effets largement positifs de l'action des institutions de la minorité sur les pratiques individuelles et collectives, institutions autour desquelles se bâtissent les communautés. Les répercussions de ces institutions seraient visibles dans tous les domaines de la vie collective, depuis l'éducation, où la multiplication des écoles de langue française et de leur gestion par les francophones a permis de consolider l'identité francophone chez les jeunes et leurs parents, jusqu'à l'économie et la santé, où la mise en place de nouvelles institutions francophones a fait naître, au gré d'un plus grand engagement des francophones envers le fait français, des comportements marqués par une plus forte utilisation du français et une participation plus étroite aux activités de la communauté francophone. Enfin, on reconnaît aussi le rôle joué par le statut de la langue et de la culture françaises ainsi que de la communauté qui les porte. Le statut, tel qu'il se manifeste dans les droits et les privilèges dont peuvent bénéficier leurs membres dans différents contextes sociétaux, et dont dépend directement leur capacité de se donner des institutions et de les maintenir, serait une condition première de l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire.

Le présent article vise à explorer les deux premières de ces conditions, par nature plus géographiques, de leur vitalité². Nous nous intéresserons plus précisément à l'espace résidentiel des communautés francophones ainsi qu'à leur espace institutionnel, tel qu'il se présente aujourd'hui, ou, dit autrement, aux modalités de l'organisation spatiale de ces deux facteurs centraux et interreliés du dynamisme des communautés que sont la population de parlants français et les institutions autour desquelles ils gravitent et sur lesquelles se fondent en grande partie leurs interactions. Au point de départ de notre étude, nous émettons l'hypothèse que le nombre de francophones et leurs institutions ne peuvent en soi assurer la vitalité communautaire. C'est en effet sur la base de leur

concentration géographique respective et de leur concordance que se développent les conditions par lesquelles ils peuvent jouer le rôle qu'on leur prête dans cette vitalité.

Notre étude se fera dans le contexte bien particulier des métropoles anglophones du Canada qui accueillent un nombre grandissant de francophones. Ce sont ces destinations nouvellement privilégiées de la migration tant interne qu'externe des populations de langue maternelle française qui retiendront notre attention, en tant que milieux les moins favorisés en ce qui concerne la vitalité des communautés francophones qui s'y sont formées. En effet, bien que le nombre de francophones n'y soit pas négligeable, leur poids relatif est très faible et pèse peu sur un territoire par surcroît très étendu. Ces métropoles bénéficient par contre le plus souvent d'un bon éventail d'institutions francophones, lié à leur centralité. L'étude porte sur trois métropoles représentatives de la diversité des situations dans lesquelles vivent les francophones des grandes villes canadiennes les moins bilingues, soit Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), Edmonton et Toronto. Ces métropoles, bien que caractérisées par des proportions très peu élevées de francophones, ont ceci d'intéressant que leur communauté francophone semble relativement dynamique.

Notre article est divisé en six parties. Après un bref retour sur le cadre théorique de cette étude (celle qui est relatée dans le présent article), et plus particulièrement sur les deux concepts centraux de notre analyse que sont la vitalité communautaire et l'effet de milieu, nous exposerons les principaux éléments méthodologiques. L'analyse de l'espace résidentiel des trois métropoles sera ensuite présentée, suivie de celle de leur espace institutionnel, en lien avec la localisation des francophones à l'échelle métropolitaine. Nous examinerons finalement les effets de l'organisation spatiale des communautés francophones sur leur développement en milieu métropolitain non bilingue au Canada, à partir de données d'enquête réunies à l'été 2004 dans les trois métropoles étudiées. Certaines pistes de réflexion sur l'effet de milieu seront proposées en guise de conclusion.

La vitalité communautaire : un point de vue géographique³

Howard R. Giles, Richard Y. Bourhis et Donald M. Taylor (1977) ont été les premiers à proposer le concept de vitalité ethnolinguistique. Ils ont défini celle-ci comme étant le résultat de l'action d'un certain nombre de facteurs structuraux, influençant la probabilité qu'un groupe se comporte comme une entité distincte et active dans des situations de contacts intergroupes. Ils ont suggéré trois catégories de variables à inclure dans l'analyse de la vitalité ethnolinguistique : les variables liées au statut du groupe, les variables démographiques et les variables relatives à l'appui institutionnel. Le statut du groupe découle de son prestige en fonction de son prestige social, économique, socioéconomique et linguistique. Les variables démographiques sont celles qui reflètent la taille du groupe sur le territoire, son importance relative et sa répartition. D'autres variables tels les taux de fécondité et de mortalité, l'endogamie et la mobilité sont opérantes dans la définition de la force démographique du groupe. L'appui institutionnel se mesurerait quant à lui en fonction du degré et de l'étendue de la représentation

formelle et informelle d'un groupe au sein des institutions de la société. Plus un groupe contrôle ses institutions ou exerce du pouvoir au sein d'organisations sociales importantes, plus élevée sera la vitalité du groupe et plus grande sera la probabilité que sa langue soit utilisée, une idée inspirée de Raymond Breton (1964). La vitalité globale d'une communauté linguistique serait le résultat de l'interaction de ces trois groupes de variables, qui crée le contexte dans lequel s'installe la dynamique des relations intergroupes. Les groupes ayant un faible degré de vitalité ethnolinguistique, selon ce construit théorique, auraient tendance à cesser graduellement d'utiliser leur langue et à s'intégrer culturellement au groupe dominant. Inversement, les groupes ayant davantage de vitalité auraient tendance à maintenir l'usage de leur langue et à demeurer une entité collective distincte et active dans la société.

Ce concept de vitalité ethnolinguistique est à la base même du modèle macroscopique du développement bilingue sur lequel se fonde notre approche. On doit ce modèle à Rodrigue Landry et Réal Allard (1990, 1996), qui l'ont élaboré dans le but de mieux intégrer la dimension sociale du phénomène du contact des langues aux travaux existants qui portent sur sa dimension psychologique et motivationnelle. Selon le modèle, le comportement langagier des individus, leurs compétences, leurs dispositions affectives et leur identité sont directement associés à l'environnement dans lequel ils évoluent. Autrement dit, ces facteurs sont davantage déterminés par le lieu de vie des individus que par qui ils sont. Le processus, tel qu'envisagé par les auteurs, se décrit comme suit : le comportement linguistique est étroitement lié aux compétences de l'individu et de ses croyances concernant ce qui est approprié dans un contexte donné. Ces compétences et croyances seront graduellement forgées par le vécu langagier de l'individu au sein de son réseau de contacts linguistiques. À son tour, ce vécu sera largement déterminé par la vitalité relative de la communauté à laquelle il appartient, vitalité que Landry et Allard, s'inspirant d'Alain Prujiner *et al.* (1984), définissent comme résultant de l'accumulation de quatre capitaux : le capital démographique, le capital politique, le capital économique et le capital culturel. En somme, le modèle prévoit une réciprocité presque inévitable entre le social et le psychologique. Si les causes les plus proximales du comportement sont psychologiques, celles-ci ont été façonnées par le vécu qui à son tour est tributaire de l'environnement social.

L'analyse qui suit s'inspire de ces travaux, tout en les enrichissant d'un cadre interprétatif qui met en lumière les modalités par lesquelles l'environnement agit sur la vitalité des communautés (Gilbert *et al.*, 2005). Ce cadre réserve une place particulière à l'effet de milieu, ou, plus précisément, à l'effet de cet ensemble d'éléments du milieu francophone local qui encadrent les pratiques individuelles et collectives et qui les rendent possibles. Plus précisément, nous nous intéressons ici à la population francophone dans ses dimensions géographiques – c'est ce que traduit l'idée d'organisation spatiale – ainsi qu'aux institutions qu'elle a mises en place dans les divers champs de la vie collective et qui sont elles aussi localisées dans l'espace. Notre point de vue est que la concentration de ces deux composantes du milieu francophone que sont la population et les institutions, de par l'effet qu'elles ont sur les comportements

individuels et les interactions sociales fondatrices de la communauté, constitue un facteur premier de la vitalité communautaire. La géographie agirait essentiellement sur deux plans : d'une part, l'accessibilité accrue des membres de la communauté francophone aux ressources de la communauté – population et institutions –, à la faveur de leur concentration respective, encore mieux de leur concordance, est favorable à l'émergence des comportements par lesquels les individus participent aux affaires de la communauté et contribuent à son devenir; d'autre part, l'emprise exercée par la population francophone et par ses institutions sur une portion du territoire qu'elle occupe, fut-elle réduite, raffermir le sentiment d'identité de la communauté, de contrôle qu'elle possède sur son devenir, sentiment qui contribue à son tour aux pratiques constitutives de la communauté. De cette concentration qui permet une plus grande appropriation individuelle et collective des ressources de l'environnement, découlerait ainsi un capital, lequel, à l'instar de Jean-Marc Fontan (2000), nous nommons « territorial », capital qui serait un des principaux ingrédients de la vitalité communautaire. Bref, le développement et l'épanouissement de la communauté ou, dit autrement, la vitalité communautaire gagnerait de l'accumulation de ce cinquième type de capital qu'est le capital territorial, favorisé par la concentration géographique.

La stratégie de recherche : l'analyse de l'espace francophone et des pratiques linguistiques dans trois métropoles

Trois métropoles anglophones du Canada

Notre étude porte sur trois métropoles anglophones du Canada, soit Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), Edmonton et Toronto. Ces métropoles accueillent des populations francophones très variables sur le plan de la taille : un peu plus de 5 000 personnes de langue maternelle française, ou française et anglaise, à Saint-Jean; près de 25 000 à Edmonton et plus de 70 000 à Toronto. Mais celles-ci sont très similaires sur le plan de l'importance relative, puisqu'elles forment partout 5 p. 100 ou moins de la population totale.

Tableau 1
La composition linguistique en 2001
Région métropolitaine de recensement (RMR) de Saint-Jean, Edmonton et Toronto

	Anglophones	Francophones	Bilingues	Autres	Population totale
Saint-Jean	112 865 93,0	5 555 4,6	440 0,4	2 480 2,0	121 340
Edmonton	720 680 77,7	21 390 2,3	1 910 0,2	183 035 19,7	927 020
Toronto	2 684 195 57,8	57 490 1,2	7 810 0,2	1 898 465 40,8	4 647 955

Source : Statistique Canada, *Profil des communautés*, 2001

Les trois villes retenues se différencient toutefois en ce qui concerne la vitalité démographique de leur communauté francophone. La francophonie de Saint-Jean a en effet perdu un nombre important de membres entre 1991 et 2001; celle d'Edmonton a légèrement diminué; alors que celle de Toronto a connu une augmentation de 3 p. 100, notamment à la faveur de l'immigration internationale dont elle tire une proportion importante de ses membres. La francophonie torontoise est ainsi beaucoup plus diversifiée sur le plan ethnoculturel que les deux autres. Les taux d'assimilation⁴ y sont aussi moins forts que dans les deux autres métropoles à l'étude.

Tableau 2
Le nombre de francophones et leur importance relative, en 1991 et en 2001
Région métropolitaine de recensement (RMR) de Saint-Jean, Edmonton et Toronto

	1991	2001	Taux de changement
Saint-Jean	6 665	6 035	-0,09
Edmonton	24 825	24 070	-0,03
Toronto	68 900	70 740	0,03

Source : Statistique Canada, *E-Stat*, 1991 et 2001

L'analyse de l'espace résidentiel

L'espace résidentiel qu'occupent des populations francophones à l'étude a été reconstitué à l'aide de trois ensembles de quatre cartes chacun, y compris des cartes en nombre et en pourcentage pour l'année 2001, à l'échelle métropolitaine ainsi qu'à l'échelle de la ville centrale. Ces cartes ont été produites à l'aide du logiciel ArcMap 9 (ArcGIS, Esri). Elles ont été constituées à partir des données publiées dans *E-Stat* sur la langue maternelle⁵, à l'échelle des secteurs de recensement.

Différentes mesures ont aussi été faites, afin de qualifier cet espace résidentiel tel qu'il se présente aujourd'hui⁶. La part relative de la population habitant la ville-centre et les municipalités de banlieue a été calculée. Un indice de dispersion des francophones a été utilisé, ainsi qu'un indice de dissimilarité (Bauder et Sharpe, 2002). Le premier mesure la probabilité qu'un francophone soit exposé à la présence d'autres francophones dans son quartier. Le second mesure l'écart entre la distribution des francophones et des non-francophones. La comparaison avec les valeurs des mêmes indices, pour l'année 1991, fait ressortir les tendances récentes de la localisation.

L'analyse de l'espace institutionnel

Les principales institutions francophones de proximité retrouvées dans chacune des villes étudiées ont été recensées telles qu'elles existent aujourd'hui. Quatre types d'institutions/infrastructures ont été privilégiés, compte tenu de leur importance pour le

dynamisme des communautés : les écoles et autres institutions d'enseignement, les caisses populaires et autres institutions œuvrant dans le domaine économique, les centres communautaires et culturels, les centres médico-sociaux. Nous avons aussi recensé les paroisses francophones ainsi que les autres organisations susceptibles d'agir comme lieux de vie française. Leur identification et leur localisation ont été faites à partir de différentes sources disponibles sur Internet et vérifiées dans le cadre d'un travail de terrain conduit de mai à octobre 2004. Les institutions répertoriées ont été insérées dans les cartes de la population francophone qui viennent d'être évoquées, à l'aide du logiciel ArcMap 9 (ArcGIS, Esri). Leur organisation spatiale sera d'abord analysée en elle-même, puis en fonction de celle des populations qu'elles sont destinées à desservir. Les commentaires que suscitera cette comparaison s'appuieront sur l'observation de leur concordance géographique, telle qu'elle se dégage de l'examen des cartes ainsi constituées. Ne tenant pas compte des modalités de la vie d'échange, à l'échelle des quartiers ou à celle plus large de la ville, ces réflexions ne rendent pas pleinement justice à la situation, tant en ce qui concerne l'accès des populations aux institutions que la capacité de ces dernières à exercer la mobilisation attendue de leur clientèle envers le fait français.

Les indicateurs de vitalité

Une enquête réalisée à l'été 2004 permet de caractériser la vitalité des communautés francophones des trois métropoles étudiées. Cette enquête a été menée auprès d'un échantillon⁸ de francophones de dix-huit ans et plus dans chacune des trois métropoles. Environ la moitié a été rejointe par téléphone et l'autre lors d'entretiens en face à face dans divers lieux publics associés à la francophonie locale et régionale, sur la base d'un échantillonnage au hasard⁹. Les participants ont répondu à un questionnaire portant sur leurs comportements linguistiques, leurs attitudes à l'égard du français et des institutions francophones ainsi que leur perception quant à la vitalité de la communauté. Deux ensembles de données seront utilisés comme indicateurs de la vitalité des communautés. On retiendra les réponses concernant le degré d'engagement envers le fait français, mesuré selon quatre types d'action : le fait de privilégier des commerces et des bureaux offrant un service en français, d'initier la conversation en français quand on ne connaît pas la langue de notre interlocuteur, de maintenir le français même quand on se fait répondre en anglais, d'exiger le français. Ces réponses ont été classées sur une échelle de 1 (jamais) à 3 (toujours). Des informations sur la fréquence d'utilisation du français des répondants dans divers contextes de la vie d'échange seront aussi mises à contribution. On retiendra les réponses obtenues – sur une échelle de 1 (jamais) à 5 (toujours) – pour l'usage du français avec la parenté, les amis, les voisins et le médecin, de même que lors des loisirs et du magasinage. Enfin, les données sur leur usage de produits culturels français – télévision, livres et revues, spectacles, Internet – recueillies sur une même échelle de 1 à 5, seront analysées.

La géographie de la population francophone : une plus ou moins forte tendance à la dispersion

Les communautés francophones de ces trois villes partagent la caractéristique d'une assez grande dispersion géographique à l'échelle de la région métropolitaine. Les indices de dispersion¹⁰ le montrent. Tous sont inférieurs à 0,10, ce qui traduit une très faible tendance à la concentration dans l'espace¹¹. La situation se serait par ailleurs détériorée depuis 1991 dans deux des trois villes, soit Saint-Jean et Edmonton, en raison de l'expansion de la zone urbanisée et d'une dispersion grandissante des francophones vers des secteurs d'où ils étaient jusqu'ici relativement absents. À Toronto, les valeurs de l'indice sont stables.

Tableau 3
Indice de dispersion de la population francophone, 1991 et 2001
Région métropolitaine de recensement (RMR) de Saint-Jean, Edmonton et Toronto

	1991	2001
Saint-Jean	0,060	0,056
Edmonton	0,041	0,036
Toronto	0,020	0,020

Dans chacune des trois métropoles, le nombre de francophones, à l'instar du reste de la population, est plus élevé dans la ville-centre. Seuls quelques quartiers accueillent toutefois plus de 200 francophones, et, sauf exception, ces derniers n'y forment que des pourcentages très faibles de la population locale. Chacune des trois villes a certes ses concentrations de francophones, mais toutes se caractérisent par une dispersion assez grande de cette population, ainsi que, en ce qui a trait à sa localisation, par une domination grandissante des villes de la banlieue au détriment des villes-centres.

Tableau 4
La répartition de la population francophone entre ville-centre et autres municipalités, 1991 et 2001
Région métropolitaine de recensement (RMR) de Saint-Jean, Edmonton et Toronto

	1991		2001	
	Nombres	%	Nombres	%
Saint-Jean (cité)	4 570	68,57	3 735	61,89
Autres municipalités	2 095	31,43	2 300	38,11
Total RMR Saint-Jean	6 665	100,00	6 035	100,00
Edmonton (cité)	17 105	68,90	15 800	65,64
Autres municipalités	7 720	31,10	8 270	34,36
Total RMR Edmonton	24 825	100,00	24 070	100,00
Toronto (cité) ¹²	40 620	58,96	37 395	52,86
Autres municipalités	28 280	41,04	33 345	47,14
Total RMR Toronto	68 900	100,00	70 740	100,00

Cette dispersion n'est certes pas spécifique à la population francophone. En effet, celle-ci accuse dans les trois villes un comportement résidentiel assez similaire à celui du reste de la population. Les indices de dissimilarité¹³, très peu élevés, en témoignent. Ceux-ci auraient cependant eu tendance à augmenter partout. L'augmentation est particulièrement visible à Toronto, où la francophonie aurait développé des modalités d'organisation spatiale particulières, eu égard aux non-francophones. Cela pourrait laisser présager des comportements pouvant mener à un certain regroupement géographique des francophones dans la métropole.

Tableau 5
Indice de dissimilarité de la population francophone, 1991 et 2001
Région métropolitaine de recensement (RMR) de Saint-Jean, Edmonton et Toronto

	1991	2001
Saint-Jean	0,150	0,153
Edmonton	0,177	0,208
Toronto	0,148	0,217

Saint-Jean

Les 6 035 francophones de la région métropolitaine du recensement de Saint-Jean se répartissent sur l'ensemble du territoire (carte 1). Ils sont plus nombreux à Saint-Jean et

dans les proches banlieues qu'en périphérie. Les principales concentrations de francophones de la ville de Saint-Jean se trouvent dans une ceinture de quartiers¹⁴ situés à une certaine distance du centre-ville, la plus importante se trouvant au sud-ouest de celui-ci, sur la rive ouest du fleuve Saint-Jean, où l'on compte 385 francophones en 2001. Les quartiers centraux n'accueillent par contre que peu de francophones. Quelques banlieues, non représentées sur la carte, telles Rothesay, Quispamsis, Hampton et Simonds à l'est et Grand Bay-Westfield à l'ouest, ont aussi une population francophone non négligeable. Les francophones de la région métropolitaine de Saint-Jean ne forment nulle part de fortes proportions de la population. Leur pourcentage oscille entre 1,96 et 9,05¹⁵, les valeurs supérieures à 5 se retrouvant dans les quartiers que nous venons d'évoquer, ainsi que dans certains secteurs du centre-ville.

Edmonton

Les 24 070 francophones de la région métropolitaine du recensement d'Edmonton occupent l'ensemble du territoire (carte 2). Ils tendent néanmoins à se concentrer dans certains quartiers d'Edmonton ainsi que dans les périphéries sud (Leduc County et Beaumont, notamment) et nord (Sturgeon County, dont Legal et Bon Accord, Morinville et Saint-Albert). La principale concentration francophone de la ville d'Edmonton se trouve dans le quartier Bonnie Doon, sur la rive sud de la rivière, où l'on dénombre, en 2001, 825 francophones, sans compter ceux des secteurs avoisinants. Il s'agit sans contredire de la plus forte concentration francophone observée dans l'ensemble des trois villes étudiées. On observe aussi une certaine présence francophone au centre-ville et à sa proximité, dans la zone dite du « West End ». Les autres concentrations de francophones se trouvent dans la banlieue nord-ouest de la ville, développée dans les années 50 et 60, ainsi que dans certains quartiers plus récents du sud d'Edmonton. Les francophones ne forment nulle part de fortes proportions de la population. Ils ne comptent pour plus de 10 p. 100 de la population que dans Bonnie Doon (13,9 p. 100)¹⁶. Seuls quelques quartiers, pour la plupart à proximité de Bonnie Doon, au centre-ville ou encore en périphérie, ont une population francophone qui dépasse les 5 p. 100.

Toronto

Les 70 740 francophones de la région métropolitaine du recensement de Toronto sont aussi très dispersés à l'échelle du territoire (carte 3). Ils sont cependant plus nombreux dans les quartiers centraux (qui correspondent au territoire de l'ancienne ville de Toronto) et de la périphérie (hors des limites de la ville actuelle) que dans la couronne de banlieues plus rapprochées. Les principales concentrations de francophones se trouvent sur le « Waterfront », dans le corridor University-Parliament, de part et d'autre de la rue Yonge au sud de la rue Bloor, ainsi qu'un peu plus au nord, dans le même axe,

autour de l'intersection Yonge-Eglinton. Sinon, c'est dans les municipalités de Mississauga, Brampton et d'Oakville, à l'ouest, que l'on compte le plus de secteurs où le nombre de francophones est important. Quelques secteurs de Richmond Hill, Markham, Pickering et Ajax ont une population francophone non négligeable. Les francophones ne forment nulle part de fortes proportions de la population. Ils ne comptent pour plus de 5 p. 100 de la population que dans quelques rares secteurs de la région, presque exclusivement localisés en bordure du centre-ville, si bien que leur présence n'est guère visible¹⁷.

La géographie des institutions de la minorité : des profils très différents d'une métropole à l'autre

Saint-Jean

L'espace institutionnel francophone de la région métropolitaine de Saint-Jean est unique sur le plan de l'organisation spatiale : toutes les institutions, sauf une, sont localisées sur un même site, soit au Centre Samuel-de-Champlain. Ouvert officiellement en 1985, le Centre opère sous le concept de centre scolaire communautaire, réunissant sous un même toit une école ainsi que plusieurs services pour la communauté : garderie, maternelle, vidéothèque, centre d'accès communautaire (c'est-à-dire d'accès à Internet), éducation permanente, animation culturelle et communications. Le Centre est situé sur le chemin Ragged Point, dans un quartier de banlieue, à 5 km du centre-ville. Il est près de l'Hôpital régional de Saint-Jean et du campus de la University of New-Brunswick. Le Centre Samuel-de-Champlain¹⁸ est fréquenté chaque jour par plus de 500 élèves de la garderie à la 12^e année. Parmi les autres services qui s'y trouvent : une bibliothèque publique et scolaire, une salle de théâtre de 500 places, des installations sportives et divers locaux disponibles pour organiser banquets, réunions, etc. Plusieurs organismes francophones de la région y logent, sans compter l'église de la paroisse Saint-François-de-Sales qui a été construite juste à côté tout récemment. De multiples activités contribuent au caractère unique du Centre : festivals, soirées 5 à 7 et autres. Il constitue ainsi un véritable carrefour pour la francophonie du Grand Saint-Jean. Le Centre est géré par l'Association régionale de la communauté francophone de Saint-Jean Inc., en charge aussi du Centre Roméo-LeBlanc, situé à Quispamsis; celui-ci offre depuis 1995 des services de garde et des maternelles francophones, ainsi qu'un service de garde en immersion française.

La très forte concentration des institutions francophones de Saint-Jean ne se reflète pas dans la répartition géographique de la population. On compte certes en 2001 quelque 200 personnes de langue maternelle française¹⁹ à l'échelle du secteur de recensement où est localisé le Centre Samuel-de-Champlain, mais la population francophone de Saint-Jean s'est généralement établie à l'extérieur de ce secteur de recensement. Ainsi, un nombre non négligeable de francophones est présent dans les secteurs voisins, tout de même attirés par les services offerts localement par le Centre. De

même certains autres secteurs de Saint-Jean ainsi que des villes de la périphérie où la présence française est la plus marquée (Hampton, Simonds et Quispamsis), ne sont pas trop éloignés de celui-ci, et ils y ont accès très facilement par la route 1. La mise sur pied, en 1995, du Centre Roméo-LeBlanc peut aussi avoir un lien avec la forte présence française dans ces municipalités de banlieue.

Force est de reconnaître toutefois que ce n'est pas dans la zone immédiate du Centre Samuel-de-Champlain que la population francophone est la plus importante. Tant les villes de la périphérie qui viennent d'être évoquées, que le secteur Grand Bay-Westfield à l'ouest de la région métropolitaine – rappelons que le nombre de francophones y est de près de 400 personnes à l'échelle d'un seul secteur de recensement –, sont en effet assez éloignées du quartier où se trouve ce dernier. L'étendue relativement limitée du territoire urbanisé et la fluidité des transports à l'échelle intra-urbaine peuvent expliquer l'effet polarisant et somme toute limité du Centre Samuel-de-Champlain. Par ailleurs, ces dernières réduisent fortement les effets de la dispersion de la population francophone sur la vitalité communautaire.

*Edmonton*²⁰

Edmonton a ceci de particulier qu'elle dispose d'un quartier francophone. On se rappellera que Bonnie Doon accueille la plus forte concentration francophone de la région et que cette dernière y forme plus de 10 p. 100 de la population locale. La plupart des organismes, institutions et associations francophones d'Edmonton y sont localisés. Plusieurs se trouvent le long de la rue Marie-Anne-Gaboury, dans la Cité francophone, ou à proximité de celle-ci. La Faculté Saint-Jean, affiliée à la University of Alberta, est la plus ancienne institution du secteur et c'est elle qui a été le principal pôle de son développement. Elle offre aujourd'hui des programmes de baccalauréat en arts, en sciences, en éducation, en français ainsi qu'un programme bilingue de baccalauréat en administration des affaires. Plus de 500 étudiants fréquentent l'établissement, qui apparaît un important pilier du développement de la francophonie albertaine. Le quartier accueille aussi deux des six écoles élémentaires francophones de la région, l'école publique Gabrielle-Roy et l'école Sainte-Jeanne-d'Arc, ainsi que la seule école secondaire francophone, qui s'y retrouve l'école Maurice-Lavallée, fondée en 1985 à partir d'une école d'immersion. La ville compte sur deux centres communautaires et culturels, tous deux localisés dans le quartier Bonnie Doon : fondé en 1989, le Centre culturel Anne-Marie-Gaboury (82^e Avenue) chapeaute plusieurs organismes dont la Société éducative de l'Alberta, impliquée dans la formation des adultes et le développement communautaire. Quant à la Cité francophone (rue Marie-Anne-Gaboury), fondée en 1997, elle héberge de nombreux organismes et associations francophones, œuvrant dans une diversité de domaines. La Cité abrite aussi une clinique médicale identifiée à la communauté. On y trouve enfin un certain nombre de commerces, parmi lesquels la Librairie Le Carrefour. Elle agit ainsi comme un des principaux lieux de rassemblement de la francophonie locale et régionale.

Parmi les autres organismes situés dans le quartier, ou à proximité, on note la Société francophone des arts visuels de l'Alberta, située à l'intersection de la 82^e Avenue et de la 95^e Rue, qui a pour mission de sensibiliser la communauté à l'importance des arts visuels par l'entremise de démonstrations, d'ateliers, d'expositions et de tournées et de favoriser l'épanouissement créatif des artistes et artisans francophones en facilitant les échanges entre eux et la promotion de leurs œuvres ainsi qu'en leur assurant une plus grande visibilité. La Société généalogique du Nord-Ouest, localisée aussi dans Bonnie Doon, offre un centre de recherches généalogiques. Pour sa part, la Société de production Lez Arts, plus à l'ouest sur la 82^e Avenue, a comme mandat d'aider à promouvoir les artistes de l'Alberta et de l'Ouest du Canada.

Le secteur compte aussi des institutions de nature économique : la succursale de Bonnie Doon de la Capital City Savings & Credit Union, qui figure dans *l'Annuaire 2004 des entrepreneurs, des professionnels et des organismes francophones de l'Alberta*; le mandat de la Chambre économique de l'Alberta (CEA) est de promouvoir et de faciliter le développement économique de la communauté francophone de l'Alberta; la CEA offre des services de consultation, facilite l'accès au financement, aux ressources humaines et aux programmes gouvernementaux, en plus de faire la promotion de produits touristiques franco-albertains. Accès•emploi, sis dans le même quartier, sert les francophones et les francophiles de la région afin de les aider à développer les outils et à acquérir les habiletés nécessaires pour se trouver un emploi valorisant et durable. Tous ses services sont offerts en français et gratuitement. Mentionnons, enfin, la paroisse Saint-Thomas-d'Aquin qui se trouve aussi dans Bonnie Doon.

L'espace institutionnel francophone d'Edmonton est ainsi extrêmement concentré géographiquement. Les seules institutions localisées hors de Bonnie Doon sont d'une part les écoles élémentaires, qui desservent la clientèle ouest (école Notre-Dame) et nord (école Père-Lacombe) de la ville d'Edmonton, ainsi que la population francophone des villes de Legal et de Saint-Albert et de leurs environs; d'autre part les deux paroisses de Saint-Joachim, la plus ancienne de la région, située dans le quartier qui fut le berceau de la francophonie à Edmonton, le quartier Saint-Joachim, dans le West End, ainsi que la paroisse de Sainte-Anne, à laquelle est rattachée l'école Notre-Dame. Leur localisation coïncide avec certaines des plus importantes concentrations de francophones de la région, dans la banlieue nord-ouest notamment ainsi que dans la périphérie nord d'Edmonton. L'analyse de l'espace résidentiel révèle toutefois la présence de certains autres quartiers de banlieue et de la périphérie, au sud de la ville par exemple, peu desservis sur le plan institutionnel. Elle fait également ressortir la zone du West End, qui ne compte sur la présence d'aucune école mais qui continue d'accueillir un nombre non négligeable de francophones. Il devient clair qu'il n'y a pas de superposition parfaite entre la géographie des institutions francophones et celle de la population qu'elle dessert et qui, rappelons-le, reste assez dispersée dans Edmonton. Cela n'a cependant pas de quoi surprendre, compte tenu du fait que les principales composantes de l'espace institutionnel n'ont été mises en place que très récemment.

*Toronto*²¹

L'espace institutionnel francophone de la région métropolitaine de Toronto est très différent des deux premiers. S'il favorise nettement la ville de Toronto²², il est loin d'afficher la concentration que l'on a pu observer à Saint-Jean et à Edmonton.

Certes, on note une certaine densité institutionnelle au centre-ville. On y trouve le Collège français (de la 7^e à la 12^e année), opéré par le Conseil scolaire du district du Centre-Sud-Ouest. Mis sur pied en 1979, le premier module secondaire de langue française de la ville de Toronto allait devenir une école distincte en 1989, après la création du Conseil des écoles françaises de la communauté urbaine de Toronto. Cette école, qui prendra par la suite le nom de Collège français, occupe les locaux de la rue Carlton depuis 1997. Elle compte environ 250 élèves du secondaire. Deux écoles élémentaires lui fournissent l'essentiel de sa clientèle : l'école Gabrielle-Roy et l'école Pierre-Elliott-Trudeau, la première au sud du centre-ville, l'autre à l'ouest de ce dernier. Le centre-ville accueille aussi une autre école élémentaire, l'école Sacré-Cœur, rattachée au Conseil scolaire catholique du district Centre-Sud. Elle se situe à proximité de la paroisse du même nom, fondée il y a plus d'un siècle, soit en 1887, et située depuis 1936 sur la rue Sherbourne. La paroisse Sacré-Cœur, comme les différents organismes qui s'y rattachent, reste un lieu important de la vie française dans la région. Le Centre médico-social communautaire (CMSC) de Toronto, pôle également important de la vie communautaire, se trouve dans le même secteur. Il fait partie de la communauté depuis 1989. Il assure des services en français, notamment dans les domaines suivants : services de santé (services cliniques, promotion de la santé, prévention des maladies); services sociaux et communautaires; développement du jeune enfant; compétences parentales; santé mentale infantile; services de santé mentale communautaires; counseling; interprétation médicale et sociale. Depuis 2002, le Centre fournit des services d'aide juridique et accueille dans ses locaux différents organismes, dont le Centre de ressources en emploi francophone. Les Centres d'Accueil Héritage, qui offrent des logements sociaux en plus d'une gamme de soins et de services communautaires en français à des résidents du centre-ville de Toronto, figurent aussi parmi les institutions francophones du centre-ville, de même que le Centre francophone de Toronto, sis à la marge de cet espace institutionnel, sur l'avenue Lower Spadina. Créé en 1977 par 17 organismes francophones du Grand Toronto à des fins d'information, d'orientation et d'encadrement, le Conseil des organismes francophones du Toronto métropolitain s'est depuis spécialisé dans l'accueil aux nouveaux arrivants, en plus d'offrir divers autres services, dont l'appui à la recherche d'emploi, un programme artistique et culturel ainsi qu'un service de communication. De par ses activités, il joue un rôle unique dans la promotion de la diversité de la francophonie torontoise. Enfin, le Centre financier de Toronto de la Caisse populaire Lasalle (Sudbury, Oshawa, Toronto, Lafontaine, Perkinsfield) se trouve à l'extrémité nord de la zone, sur l'avenue St-Clair ouest, près de l'intersection de la rue Yonge²³.

Un grand nombre d'institutions francophones de Toronto ont pignon sur rue à une certaine distance du centre-ville. Les deux autres écoles secondaires de Toronto sont situées à North York, près de l'autoroute 401. L'école secondaire Étienne-Brûlé, sous la gouverne du système public, tire sa clientèle – 325 élèves au niveau secondaire – des cinq autres écoles élémentaires du conseil de Toronto, soit Félix-Leclerc (Etobicoke, à l'ouest de la zone représentée sur la carte), Jeanne-Lajoie (North York), Montessori (North York), Laure-Rièse (Scarborough, au nord de l'autoroute 401), ainsi que de l'école La Moraine, située dans Richmond Hill. L'école secondaire catholique Monseigneur-de-Charbonnel accueille pour sa part plus de 300 élèves, qui proviennent principalement des six écoles élémentaires de la ville, soit Sacré-Cœur (centre-ville), Georges-Étienne-Cartier (East York), Sainte-Marguerite-d'Youville (Etobicoke), Saint-Noël-Chabanel (North York), Sainte-Madeleine (près de l'intersection de l'autoroute 401 et du Don Valley Parkway) et Saint-Jean de Lalande (Scarborough, hors de la zone représentée sur la carte). Parmi les institutions francophones du domaine de l'éducation figure aussi le Collège universitaire Glendon, faculté bilingue d'arts libéraux (sciences humaines et lettres) de la York University. Inauguré officiellement en 1966, Glendon a mis sur pied au cours des années un cursus qui comprend aujourd'hui plus de 20 programmes de premier cycle, deux programmes de deuxième cycle et plusieurs certificats, tous offerts dans le cadre d'une formation intégralement bilingue qui met l'accent sur les affaires publiques. Le Collège a son propre campus, situé sur l'avenue Baysview, à une certaine distance du centre-ville. L'espace institutionnel comprend aussi le nouveau campus du Collège Boréal, situé pour sa part à l'est du Don Valley Parkway, dans le Centre for Creative Communications du Centennial College. Le Collège Boréal offre des programmes axés sur la santé, les affaires et les communications dans un environnement francophone et multiculturel. Les quartiers de banlieue accueillent aussi certaines institutions du domaine de la santé identifiées à la communauté francophone, dont la succursale ouverte par le CMSC en 1993 à North York, à l'intersection de Don Mills Road et de l'avenue Sheppard, de même que la maison de longue durée Pavillon Omer-Deslauriers, une unité de 37 lits du Bendale Acres Home for the Aged, située à Scarborough, à l'extrémité ouest du territoire visé par notre étude. S'y trouve aussi la deuxième paroisse francophone en importance de Toronto, la Paroisse Saint-Louis-de-France, à North York, dont l'église actuelle, une ancienne synagogue, a été bénie en 1970.

À l'instar de leur clientèle, les institutions francophones de Toronto sont donc assez dispersées dans l'espace. On n'en observe pas moins une certaine correspondance entre la présence française et la géographie des lieux de vie française que constituent ces institutions. C'est dans la partie centrale de la ville que les liens sont les plus apparents. L'examen de l'espace institutionnel francophone de Toronto montre qu'un certain nombre d'institutions francophones ont eu tendance à s'y regrouper, non loin de la paroisse et de l'école du Sacré-Cœur, témoins d'une présence institutionnelle francophone historique dans le corridor University-Parliament. Ailleurs, l'effet d'attraction des institutions, notamment des écoles, est moins visible. Aucune des deux

écoles secondaires situées en banlieue, pourtant implantées depuis plusieurs années déjà (1969 dans le cas d'Étienne-Brûlé, 1985 de Monseigneur-de-Charbonnel), ne correspond à d'importantes concentrations de francophones. On n'observe pas davantage de liens entre les écoles élémentaires, auxquelles se greffent pourtant la plupart des garderies francophones de la ville, et les tendances dans la localisation de la population francophone à l'échelle intra-urbaine. Pourtant, la plupart de ces écoles, notamment celles du secteur catholique, opèrent depuis les années 70, voire les années 60, dans leurs locaux actuels. Le Collège Glendon, une autre institution relativement ancienne de la métropole, n'aurait guère eu plus d'effet sur la répartition géographique de la population francophone. Ces institutions d'enseignement ne bénéficient par ailleurs d'aucun lien de proximité, l'espace scolaire étant on ne peut plus éclaté. En effet, l'emplacement des deux écoles secondaires situées en banlieue semble davantage dicté par l'accessibilité aux grands réseaux de transport métropolitains et aux clientèles de plusieurs écoles nourricières que par le voisinage d'une école élémentaire. Aucune n'est très proche du Collège universitaire Glendon, et le nouveau campus du Collège Boréal a été implanté dans un secteur de la ville qui ne compte aucune autre institution francophone en éducation. Cette très grande dispersion des institutions scolaires à l'échelle de la ville est assez déconcertante.

Les autres institutions francophones les plus anciennes, telles la succursale North York du CMSC ou encore la paroisse Saint-Louis-de-France, ne semblent pas, elles aussi, avoir eu de liens avec la localisation de la population francophone en région métropolitaine. La présence française n'est pas plus importante qu'ailleurs dans la ville, leur portée ayant été sur ce plan très réduite. On s'en étonnera d'autant plus qu'une partie non négligeable de la clientèle actuelle de ces institutions provient de l'immigration et qu'il s'agit là d'une population qui, connaissant certains problèmes d'intégration, devrait afficher une certaine tendance à la ségrégation spatiale.

Organisation spatiale et vitalité communautaire : un regard sur les comportements des membres de la communauté

Au premier abord, les communautés francophones des trois métropoles étudiées présentent une géographie relativement similaire. Leur population francophone ne bénéficie nulle part de concentrations qui auraient favorisé l'émergence de quartiers francophones qui auraient regroupé de fortes proportions des parlants français de la région. On a toutefois vu émerger au cours des dernières années autour de Bonnie Doon à Edmonton une zone où la présence française est plus affirmée, tant en nombre qu'en pourcentage. Cette concentration ne se refléterait pas dans l'indice de dispersion que nous avons utilisé, parce qu'elle concerne plusieurs secteurs de recensement qui, bien que contigus, sont mesurés en tant qu'unités spatiales distinctes. Elle n'en demeure cependant pas moins réelle, ce qui confère à la francophonie d'Edmonton un caractère spécifique en ce qui a trait à l'espace résidentiel.

Sur le plan institutionnel, l'organisation spatiale n'est pas non plus la même, selon les métropoles. Deux milieux jouissent d'une forte concentration géographique de leurs ressources institutionnelles, soit Saint-Jean et Edmonton. Le premier ne dispose toutefois que d'un éventail limité d'institutions, la population francophone de Saint-Jean, qui compte à peine plus de 6 000 personnes, n'ayant en effet pu se doter de la gamme d'institutions dont disposent les francophones d'Edmonton. L'espace institutionnel de Toronto est pour sa part beaucoup plus éclaté, si on fait exception du centre-ville. Ainsi, l'on se retrouve avec trois milieux assez différents du point de vue de l'organisation spatiale de la communauté : Saint-Jean a une population francophone dispersée, gravitant autour d'institutions francophones qui, elles, sont concentrées; Edmonton connaît une certaine concentration et de sa population et de ses institutions francophones; Toronto vit un grand éclatement tant sur le plan de sa population que de celui de ses institutions francophones. La question qui se pose alors est la suivante : jusqu'à quel point ces géographies différentes se refléteront-elles dans la vitalité communautaire? La dernière partie de notre article vise à apporter quelques éléments de réponse à cette question, à partir de données d'enquête réunies dans chacune des trois métropoles sur l'engagement de leur population francophone envers le fait français et la langue parlée dans différents contextes de la vie d'échange où l'effet de voisinage avec les institutions analysées pourrait être le plus visible.

Ces données, réunies à l'été 2004 pour les villes-centres²⁴ de chacune des trois métropoles, révèlent des différences significatives selon le milieu. Celles-ci concernent cependant moins l'engagement envers le fait français, ou, dit autrement, les aspirations, qui sont assez similaires d'une métropole à l'autre, que les comportements effectifs, au gré de la vie quotidienne. En effet, les variations sont assez faibles, selon qu'il s'agisse de l'une ou l'autre des trois villes étudiées, en ce qui a trait au fait de privilégier ou non des lieux où le service est offert en français, d'initier la conversation en français quand on ne connaît pas la langue de ses interlocuteurs, de maintenir le français même si on nous répond en anglais, voire d'exiger d'être servi en français. La force de l'engagement, mesuré en additionnant les deux catégories « toujours » et « à l'occasion » est plus ou moins la même à Toronto (63,0 p. 100 des francophones privilégient, par exemple, des points de services où le français est disponible), à Bonnie Doon (56,7 p. 100) et à Saint-Jean (55,2 p. 100). Les valeurs ont cependant tendance à être plus élevées à Toronto, ce qui s'explique par une population francophone dans l'ensemble moins bilingue qu'ailleurs. On notera avec intérêt que c'est à Bonnie Doon qu'elles sont les plus faibles.

La situation est quelque peu différente en ce qui concerne la langue des échanges elle-même. Si l'utilisation du français avec la parenté diffère peu selon le milieu, elle est fortement touchée par la concentration géographique de la population et des institutions lors d'échanges avec les amis et surtout avec les voisins. C'est seulement à Bonnie Doon qu'une proportion non négligeable des francophones que nous avons interrogés ont des échanges en français avec leurs voisins (30,9 p. 100 contre 3,6 p. 100 à Toronto et 6,9 p. 100 à Saint-Jean). La langue des loisirs serait aussi fortement influencée par le

milieu. Une proportion importante des personnes interrogées fréquenterait par ailleurs un médecin francophone.

Ainsi, même si leur degré d'engagement n'est pas plus élevé qu'ailleurs, les francophones de Bonnie Doon ont davantage tendance à utiliser le français dans la vie quotidienne. La concentration des francophones et la proximité des services y sont sans nul doute pour beaucoup. L'effet de milieu n'est pas aussi présent en ce qui concerne la consommation de produits culturels. Ainsi, seuls 27,6 p.100 des francophones de Bonnie Doon achèteraient des livres et des revues en français « toujours » ou « souvent », et ce, malgré leur disponibilité sur place. Ce pourcentage reste cependant plus élevé qu'à Saint-Jean, où l'éparpillement des francophones fait vraisemblablement en sorte que seuls 16,7 p. 100 d'entre eux profitent de l'accès à des livres et à des revues en français au Centre Samuel-de-Champlain. L'effet de milieu disparaît entièrement lorsqu'il s'agit de télévision ou d'Internet, des produits culturels développés et diffusés à une échelle plus large et sur lequel le milieu local aurait moins d'effet. Ce sont les francophones de Toronto, beaucoup mieux dotés sur le plan de l'accès à la télévision en français, qui révèlent sur ce plan les comportements les plus francophones. Il semble aussi inexistant en ce qui concerne les spectacles, où c'est à Toronto, où la programmation est sans contredit plus riche, du seul fait des nombres, que les pratiques sont les plus francophones.

Figure 1
Un engagement envers le fait français, selon les métropoles

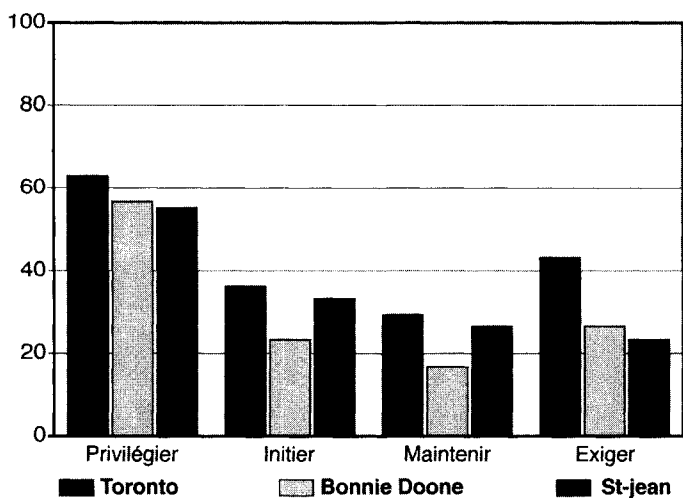


Figure 2
Le français langue parlée le plus souvent, selon les métropoles

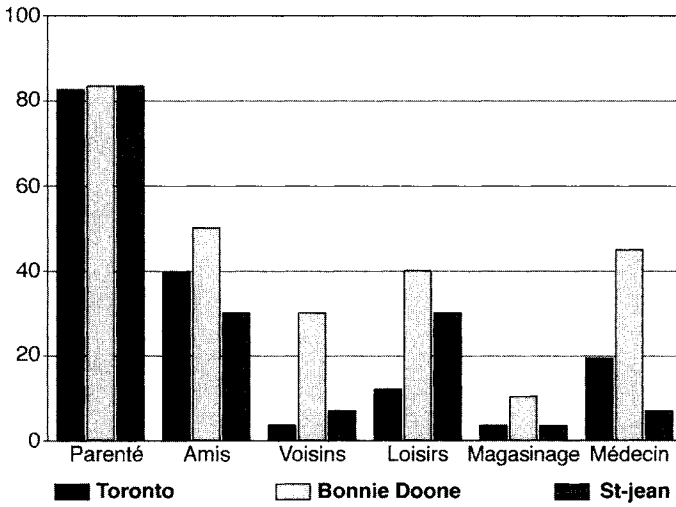
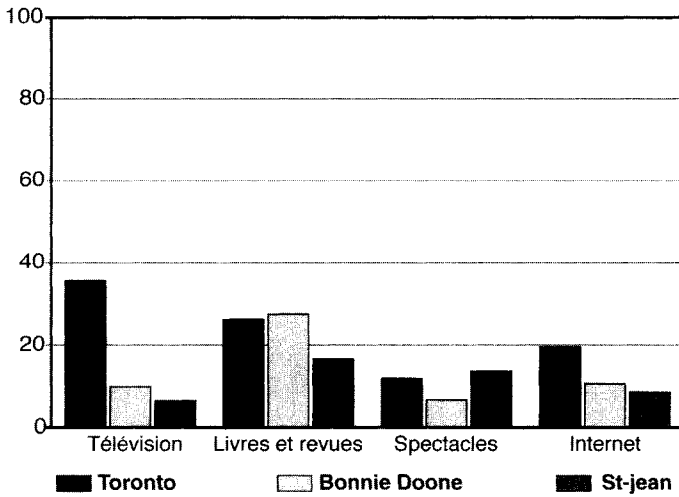


Figure 3
Des produits culturels français le plus souvent, selon les métropoles



Conclusion

Plusieurs facteurs concourent à la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire au Canada. Parmi ceux-ci, les nombres sont le plus souvent invoqués, étant donné les possibilités qu'ils ouvrent à la vie collective, puisqu'ils assurent les masses critiques nécessaires au développement d'un certain éventail de services en français ainsi qu'un poids relatif permettant que le français occupe une certaine place dans l'espace public. Les institutions sont aussi vues comme jouant un rôle de premier plan dans l'épanouissement des communautés. Nous avons cherché à montrer que l'un et l'autre auront davantage de portée s'ils sont concentrés dans l'espace d'une part, et s'ils concordent « géographiquement » d'autre part.

L'analyse de l'espace résidentiel et institutionnel des trois métropoles de Saint-Jean, Edmonton et Toronto est révélatrice sur ce plan : les francophones des trois villes n'affichent pas le même type de comportement eu égard à l'usage du français, si bien que l'on peut reconnaître une certaine valeur à notre hypothèse de départ quant à un effet de milieu sur la vitalité des communautés francophones, du moins sur celles qui évoluent dans ces contextes particulièrement précaires que sont les grandes métropoles anglophones. Les communautés francophones d'Edmonton et de Toronto par exemple, bien que favorablement dotées tant en population qu'en institutions, ne semblent pas permettre la même vitalité, telle que mesurée par la tendance à utiliser le français dans différents contextes de la vie d'échange. La première, s'appuyant sur une géographie plus favorable dont elle tirerait un certain capital territorial, serait plus propice à l'usage du français que la seconde, plus éclatée. La situation de Saint-Jean, pour sa part, est particulière. La taille de la population francophone ne permet pas un très large éventail d'institutions, qui, si elles sont concentrées, n'en desservent pas moins une population très dispersée. Le recours au français y est moins fréquent que dans les deux autres métropoles.

Certes, il ne s'agit que de trois cas isolés qu'il faudrait comparer à divers autres pour conclure définitivement de l'effet de l'organisation spatiale des communautés sur leur développement. Divers facteurs structureaux jouent vraisemblablement aussi un rôle dans les différences qui les opposent en termes de vitalité, dont la capacité d'attirer la migration, le dynamisme de l'économie, etc. Sur un tout autre plan, on ne peut oublier que l'enquête a porté sur des échantillons très petits, réunis dans des conditions quelque peu différentes selon les milieux. Alors qu'il a été possible de se concentrer dans un seul quartier, soit celui de Bonnie Doon à Edmonton, la zone visée pour l'enquête était plus éclatée pour Toronto, différents secteurs du centre-ville ayant été couverts, alors qu'à Saint-Jean, les francophones qui ont participé à l'enquête proviennent de plusieurs quartiers différents. Il aurait été utile de pouvoir compter sur des échantillons plus larges, sans compter la possibilité d'inclure une plus grande diversité de quartiers de résidence. Par ailleurs, il faut reconnaître que les questions sont restées assez générales et portaient sur de grands domaines d'activités, ce qui limite l'évaluation que l'on peut faire de pratiques linguistiques qui varient fortement en fonction des contextes particuliers.

Enfin, il ne faut pas négliger l'intérêt d'une analyse plus étoffée des motivations et des contraintes individuelles, qui mettrait l'accent sur l'accessibilité, pour mieux comprendre le pouvoir de la géographie sur le développement et l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire au Canada.

NOTES

1. La présente étude a été réalisée dans le cadre d'un projet plus large, intitulé « Vitalité communautaire des minorités francophones du Canada : effets de milieu et de réseau », financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). Outre les auteurs, ce projet implique Rodrigue Landry, de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML), Edmund Aunger, professeur de science politique de la Faculté Saint-Jean, University of Alberta, Rolande Faucher et de nombreux étudiants diplômés. Les idées qui sont défendues dans le présent texte sont le résultat des débats qui ont eu cours au sein de cette équipe, qui a par ailleurs contribué à réunir et à organiser une partie de l'information qui y est présentée. Nous les en remercions. En outre, nous tenons à souligner la contribution de Dominic Doiron à la production des cartes présentées dans cet article.
2. Ce travail de réflexion a été amorcé à la faveur d'une recherche commandée aux auteurs par Patrimoine canadien, sur l'effet des institutions sur la géographie des francophones en milieu très minoritaire au Canada, 1991-2001.
3. Ce cadre théorique, ainsi que ses fondements, a été exposé en détail dans Gilbert *et al.* (2005).
4. Les taux d'assimilation sont obtenus en comparant la population de langue maternelle française à la population ayant le français comme langue parlée le plus souvent à la maison.
5. Ont été comptabilisées comme francophones toutes les personnes ayant déclaré le français comme seule langue maternelle, ainsi que les personnes ayant déclaré comme langues maternelles soit le français et l'anglais, soit le français et une autre langue maternelle ou encore le français, l'anglais et une autre langue maternelle.
6. Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un travail de reconstitution historique du peuplement francophone dans les trois villes étudiées, mais bien d'un portrait de la situation actuelle.
7. L'échantillon comptait 30 personnes à Saint-Jean, 30 à Edmonton (à Bonnie Doon) et 60 à Toronto (30 résidents du centre-ville et 30 résidents des quartiers de la banlieue de Toronto).
8. Toute personne appartenant à l'une ou l'autre des trois catégories suivantes a été considérée comme francophone : ayant le français (seulement ou avec une autre langue) comme langue maternelle, parlant le français (seulement ou avec une autre langue) le plus souvent à la maison, ou déclarant le français (seulement ou avec l'anglais) comme première langue officielle parlée.
9. À Bonnie Doon, l'enquête s'est déroulée presque exclusivement en face à face.
10. L'indice de dispersion mesure la probabilité qu'un membre du groupe francophone cohabite avec d'autres francophones dans son secteur de recensement. La formule utilisée pour le calculer est : $P_{xt} = \sum (X_i/X_{tot})^2 \cdot X_i/T_i$. Une valeur de P qui se rapproche de 0 indique qu'un francophone a peu de chances de cohabiter au sein du même secteur de résidence que le reste des membres du groupe. Dit autrement, on parlera d'une forte dispersion de la population francophone. Une valeur de P qui au contraire se rapproche de 1 indique que la population francophone est très concentrée et que les membres du groupe jouissent d'une grande capacité d'interaction.
11. L'indice étant sensible à la taille de la région métropolitaine – plus spécifiquement au nombre d'aires géographiques –, il est inopportun de comparer les trois villes entre elles sur la base de ces indices.
12. Dans les deux cas, il s'agit du territoire qui correspond à l'actuelle ville de Toronto.
13. L'indice de dissimilarité mesure l'écart entre la distribution spatiale des francophones et celle des non-francophones. On le calcule de la façon suivante : $D_{xy} = .5 \sum ((X_i/X_{tot}) - (Y_i/Y_{tot}))$, où X_i représente le nombre de francophones dans un secteur de recensement donné, X le nombre total de francophones à l'échelle de la RMR, Y_i le nombre de non-francophones dans ce même secteur de recensement et Y le nombre total de non-francophones à l'échelle de la RMR. Généralement des valeurs de l'indice qui oscillent entre 0 et 0,3 indiquent des différences assez faibles, des valeurs entre 0,3 et 0,6, un écart moyen et au-dessus de 0,6, un haut degré de ségrégation spatiale.
14. L'analyse a été conduite à l'échelle des secteurs de recensement. Les secteurs de recensement (SR) sont de petites régions géographiques relativement stables qui comptent habituellement entre 2 500 et 8 000 habitants, le plus souvent autour de 4 000. Ils sont créés au sein de régions métropolitaines de recensement et d'agglomérations de recensement dont le noyau

urbain compte 50 000 habitants ou plus d'après le recensement précédent. Ils possèdent généralement des traits physiques permanents et facilement reconnaissables. Les SR doivent être les plus homogènes possible sur le plan des caractéristiques socioéconomiques, c'est-à-dire présenter des similitudes en ce qui touche à la situation économique et aux conditions de vie au moment de leur création. C'est pourquoi nous y référons, dans notre commentaire, comme à des « quartiers ».

15. Cela si l'on exclut le secteur 18.00 qui correspond au cœur du centre-ville, où le pourcentage de francophones qui y travaillent atteint les 20 p. 100 mais qui n'accueille, par ailleurs, qu'une population francophone totale de 10 habitants.

16. Cela si l'on fait exception de deux secteurs à vocation industrielle, où l'on compte des populations francophones de l'ordre de 10 et de 25 personnes respectivement.

17. L'ouvrage bien connu de Thomas R. Maxwell (1977) sur la francophonie torontoise, qu'il qualifiait d'invisible dans les années 70, suggère qu'il ne s'agit pas là d'une situation nouvelle.

18. Voir les chapitres qui lui sont consacrés dans l'ouvrage de Greg Allain et de Maurice Basque publié en 2001 sous le titre *De la survivance à l'effervescence : portrait historique et sociologique de la communauté acadienne et francophone de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick*, par l'ARCF de Saint-Jean.

19. Le nombre exact de francophones recensés dans le secteur 27,01 est de 195, ce qui a comme effet de classer le secteur dans une catégorie inférieure à 200.

20. Saint-Jean et Toronto ont fait l'objet de monographies qui étudient leurs populations francophones. Edmonton n'en a pas encore.

21. Pour une présentation plus détaillée des institutions francophones de Toronto, telles qu'elles existent aujourd'hui, voir Sylvie et Pierre Guillaume (2003).

22. La présente étude ne couvre pas les institutions des villes de la périphérie, telles Oakville, Mississauga et Brampton à l'ouest, ou Vaughan, Newmarket et Aurora au nord. Le territoire représenté sur la carte des institutions francophones de Toronto, en annexe, se limite ainsi à celui de la ville de Toronto.

23. Cette localisation reflète une volonté non équivoque de se rapprocher de la clientèle des fonctionnaires de Queen's Park, parmi lesquels de nombreux francophones.

24. À Edmonton, les personnes résidant dans le quartier Bonnie Doon ou le fréquentant ont été ciblées pour l'enquête. À Saint-Jean, le secteur où est situé le Centre Samuel-de-Champlain a été privilégié.

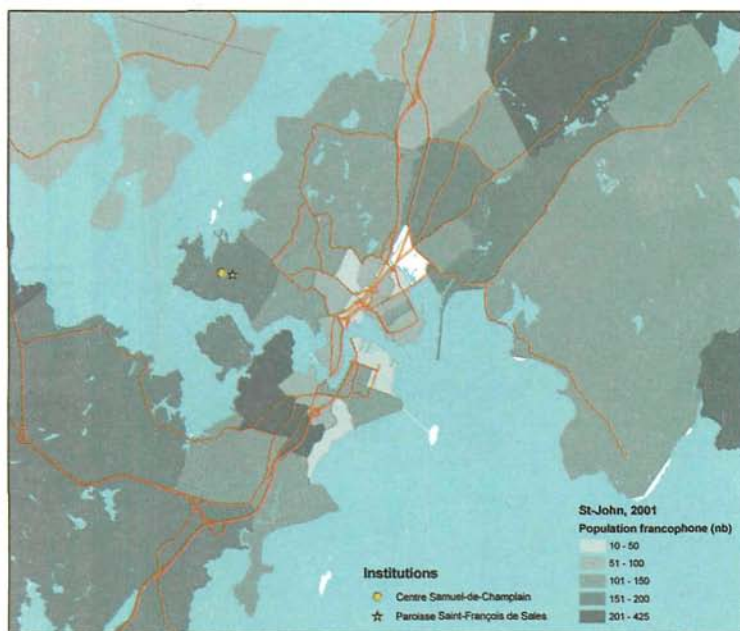
BIBLIOGRAPHIE

-
- ALLAIN, Greg, et Maurice BASQUE (2001), *De la survivance à l'effervescence : portrait historique et sociologique de la communauté acadienne et francophone de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick*, Saint-Jean, Association régionale de la communauté francophone de Saint-Jean.
- BAUDER, Harald, et Bob SHARPE (2002), « Residential Segregation of Visible Minorities in Canada's Gateway Cities », *Le géographe canadien = The Canadian Geographer*, vol. 46, n° 3 (automne), p. 204-222.
- BRETON, Raymond (1964), « Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants », *American Journal of Sociology*, vol. 70, n° 2 (juillet), p. 193-205.
- FONTAN, Jean-Marc (2000), « Capital sociolinguistique territorialisé dans un contexte de continentalisation des économies : l'espace de la francophonie », dans André Fauchon (dir.), *La francophonie panaméricaine : état des lieux et enjeux*, Winnipeg, Presses universitaires de Saint-Boniface, p. 195-212.
- GILBERT, Anne, André LANGLOIS, Rodrigue LANDRY et Edmund AUNGER (2005), « L'environnement et la vitalité communautaire des minorités francophones : vers un modèle conceptuel », *Francophonies d'Amérique*, n° 20 (automne), p. 51-61.
- GILES, Howard R., Richard Y. BOURHIS et Donald M. TAYLOR (1977), « Toward a Theory of Language in Ethnic Group Relations », dans Howard Giles (dir.), *Language Ethnicity and Intergroup Relations*, London, Academic Press, p. 307-348.
- GUILLAUME, Sylvie, et Pierre GUILLAUME (2003), *Nouveaux regards sur les francophonies torontoises*, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine (MSHA).
- LANDRY, Rodrigue, et Réal ALLARD (1990), « Contact des langues et développement bilingue : un modèle macroscopique », *Revue canadienne des langues vivantes = The Canadian Modern Language Review*, n° 46, n° 3 (mars), p. 527-553.
- LANDRY, Rodrigue, et Réal ALLARD (1996), « Vitalité ethnolinguistique et l'étude la francophonie canadienne », dans Jürgen Erfurt (dir.), *De la polyphonie à la symphonie : méthodes, théories et faits de la recherche pluridisciplinaire sur le français au Canada*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, p. 61-87.

- MAXWELL, Thomas R. (1977), *The Invisible French: the French in Metropolitan Toronto*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press.
- PRUJINER, Alain, Denise DESHAIES, Josiane F. HAMERS, Michel BLANC, Richard CLÉMENT et Rodrigue LANDRY (1984), *Variation du comportement langagier lorsque deux langues sont en contact*, Québec, Centre international de recherches sur le bilinguisme.
- STATISTIQUE CANADA, (2001), *Profil des communautés*.
- STATISTIQUE CANADA, (2001), *E-Stat*.

ANNEXES

Carte des institutions francophones – Saint-Jean



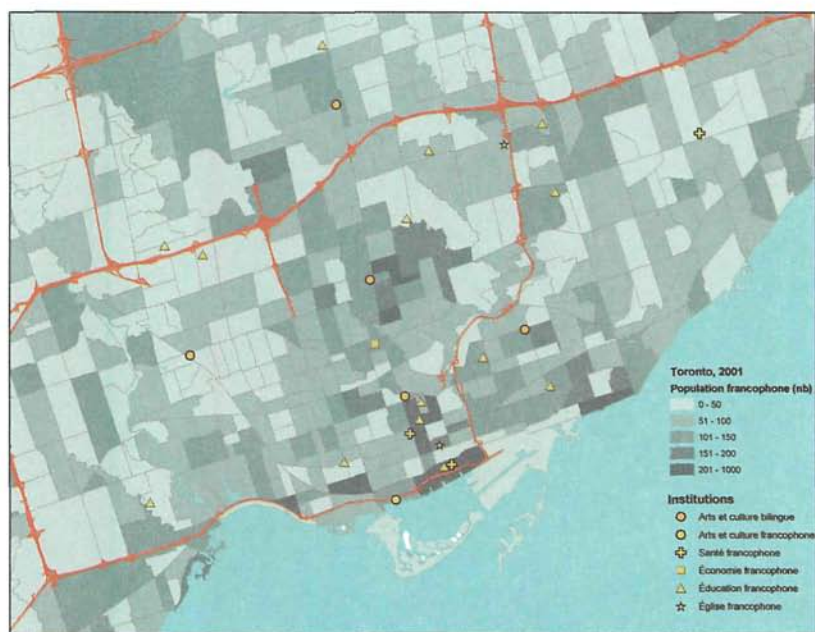
par : Dominic Doiron

Carte des institutions francophones – Edmonton



par : Dominic Doiron

Carte des institutions francophones – Toronto



par : Dominic Doiron